



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

14/05/2026

## **Résumé des questions économiques et sociales:** **semaine n° 279 du 14 mai 2026**

### **Édito**

La question des salaires et du pouvoir d'achat est la préoccupation majeure des travailleurs. Les prix du carburant et de l'énergie augmentent et grèvent le budget des familles, mais pas seulement, tout augmente. L'INSEE le confirme en avril, les prix en glissement annuel ont augmenté de 2,2% et la tendance à la hausse est là en même temps que la hausse du chômage et le ralentissement économique. La cause : les guerres impérialistes, le poids des dépenses militaires, le coût des opérations armées extérieures avec en prime leurs conséquences négatives sur la circulation des matières premières et des marchandises. Face à cette situation, le SMIC doit augmenter mécaniquement de 2,2% au premier juin. Une misère comparée aux profits en hausse que réalisent les grands monopoles fauteurs de guerre. Jugeons en: les Bourses du monde sont au plus haut de l'histoire, elles battent une nouvelle fois leur record, y compris le CAC40. Les résultats économiques des entreprises cotées en Bourse sont spectaculaires: au premier trimestre, leurs profits ont bondi de 27 % aux États-Unis, la plus forte hausse depuis la fin de 2021 et de 7 % en Europe. Les multinationales s'enrichissent beaucoup plus vite que l'ensemble de l'économie et bien sûr des salariés, correspondant à une prédation accentuée de la richesse créée par les travailleurs. En 2025 en France, ces bénéficiaires historiques, s'accompagnent d'une redistribution record auprès des actionnaires, les entreprises du CAC40 ont versé 107,5 milliards d'euros en dividendes. Un record et une hausse de 9,5 % par rapport à 2024. Au bilan, la guerre est une bonne affaire pour les capitalistes, un grand malheur pour les travailleurs. Alors, oui plus que jamais, il faut s'attaquer au capitalisme et à l'impérialisme.

### **Sommaire :**

#### **Luttes**

- *SNCF : l'intersyndicale des cheminots déclare " l'état d'urgence " et appelle à la grève le 10 juin*
- *Muséum National d'Histoire Naturelle : la lutte continue*
- *Contre la hausse des droits d'inscriptions dans l'enseignement supérieur : manifestation à Paris le 12 mai*
- *Coursiers, infirmier(e)s, secrétaires, techniciens des laboratoires de biologie médicale en lutte le 4 mai*
- *Piquet de grève pour les salaires devant l'entrepôt ID Logistics près d'Amiens*
- *A l'usine Linxens de Mantes-la-Jolie, la lutte des salariés fait reculer la direction*
- *A l'hôpital de Doullens (Somme), grâce à la lutte, le service de soins continus est sauvé*
- *Grève à l'Ehpad des Feuillants de Poitiers : la direction de Vivalto Vie aux abonnés absents*
- *FerroPEM, en Savoie, de nouveau en chômage partiel*
- *Dumarey Andrézieux-Bouthéon (Loire) : Plus de 260 emplois menacés*
- *A Porcheville (Yvelines), des salariés d'un géant du gaz bientôt sur le carreau*
- *Bas les pattes devant les Bourses du Travail !*
- *Monnaie de Paris : victoire contre la répression*
- *Les patients solidaires avec les grévistes des cliniques de Perpignan*
- *Tarn et Garonne : les associations SEHOC et QIS toujours dans l'action pour l'emploi et les salaires*
- *Contre les fermetures de classes*
- *Soutien à Teba Nezar*

- *A bout de nerfs, les salariés de l'URSSAF à Reims se mettent en grève*
- *Pont-Audemer (Eure) : nouvelle journée de mobilisation au lycée Prévert : les élèves expriment leurs revendications*
- *Grève dans un EHPAD de Chartres*
- *Grève chez Bureau Vallée Mondeville (14), la lutte continue*
- *Grèves en France dans les entreprises d'Airbus, du jamais vu depuis 10 ans*
- *Manifestations du 8 mai à Saint-Nazaire pour dénoncer la militarisation de la France*

## **Dossiers Économie**

- *Flauraud (Cantal) distributeur de pièces et équipements automobiles : 120 licenciements*
- *La résine de polyphénylène éther, indispensable aux circuits imprimés, est devenue l'un des premiers points de rupture provoqués par le conflit dans le Golfe*
- *Le partenariat entre Stellantis et Leapmotor s'apprête à changer de dimension*
- *Brevets du vivant : un document de l'INRAE-CGT et de la FNAF-CGT*
- *La ligne TGV dans le Sud-Ouest*
- *Diors (Indre), la fermeture d'Express mécanique : 30 salariés sans emploi*
- *54<sup>ème</sup> congrès de la CGT : le dossier*
- *Commerce Chine Afrique*

## **Solidarité internationaliste**

- *La session anti-Cuba au Parlement européen tourne au fiasco après l'intervention du Parti Communiste de Grèce (KKE)*
- *Stop Arming Israel : Stop au commerce d'armement avec Israël*
- *À propos de la position de l'Inde sur l'agression américano-sioniste contre l'Iran : un extrait du point de vue du PC d'Inde Marxiste*
- *12 mai, Grève nationale en Belgique : des dizaines de milliers de manifestants à Bruxelles*
- *Baisse de la natalité en Allemagne*

## **Luttes**

### **SNCF : l'intersyndicale des cheminots déclare " l'état d'urgence " et appelle à la grève le 10 juin**

Les organisations CGT, UNSA, SUD et CFDT ont déposé le 6 mai un préavis de grève pour le mercredi 10 juin. Les organisations syndicales dénoncent des réorganisations qui : " *portent atteinte à la santé mentale et physique des cheminotes et des cheminots.* " Les syndicats dénoncent aussi les difficultés de pouvoir d'achat. Ils appellent "à l'ouverture de véritables négociations salariales".

L'intersyndicale déclare " l'état d'urgence " face à " *la multiplication des drames (accidents du travail, arrêts maladie, suicides) engendrés par les restructurations compulsives et le processus de filialisation* ". Selon les syndicats, seul un mouvement de grève permettra de mettre fin au rouleau compresseur qui mine les agents. Ils dénoncent le fait que cette politique est un choix de la direction d'une politique d'entreprise globale. Depuis le début 2026, les syndicats alertent sur une vague d'une dizaine de suicides au sein du groupe. Ils incriminent la fin du statut signifiant la perte d'attachement à un corps social unifié, de pair avec le démantèlement du système ferroviaire.

### **Muséum National d'Histoire Naturelle : la lutte continue**

La lutte continue au Muséum National d'Histoire Naturelle. Le 5 mai une cinquantaine de salariés ont tenu un piquet de grève au Jardin des Plantes puis au Ministère afin de soutenir une délégation. Si le Ministère reconnaît maintenant le retard des primes des personnels et la nécessité de le rattraper, pour autant, aucune réponse concrète à cela. Les personnels ne lâchent rien, le mardi 12 mai, il se sont réunis à nouveau en assemblée pour définir leur stratégie de lutte. Le syndicat CGT du MNHN vient de publier un communiqué : " *En finir avec les salaires de misère au Muséum*", vous pouvez le consulter via le lien en référence<sup>1</sup>.

### **Contre la hausse des droits d'inscriptions dans l'enseignement supérieur : manifestation à Paris le 12 mai**

le 12 mai, le CNESER<sup>2</sup> a débattu de l'arrêté supprimant la possibilité d'exonérer plus de 10 % des étudiants étrangers. Cela revient à leur imposer des droits d'inscription multipliés par 16 à 17 (soit un passage de 170 € à 2900 € en licence et de 250 € à 3900 € en master). Pour s'opposer à cette mesure, à l'appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et la recherche, un rassemblement a eu lieu place Jussieu et une manifestation jusqu'au

ministère. Plusieurs centaines d'étudiants y ont participé avec des mots d'ordres combatifs appelant à la lutte par la grève contre la politique du pouvoir et proclamant: ce ne sont pas les étudiants qui coûtent chers au pays mais les actionnaires et les patrons. Le Parti Révolutionnaire Communistes était représenté par une délégation de sa direction.

Face à la contestation de son projet, le Ministère tente une manœuvre en essayant de le faire avaler en prévoyant une application progressive des exonérations sur trois ans. Le CNESER n'a pas cédé aux sirènes et voté contre.

### **Coursiers, infirmier(e)s, secrétaires, techniciens des laboratoires de biologie médicale en lutte le 4 mai**

Le 4 mai, les grèves organisées partout en France ont marqué, selon la FNIC-CGT à l'initiative du mouvement, un tournant historique pour la branche. Les coursiers, infirmier(e)s, secrétaires, techniciens des laboratoires de biologie médicale, travaillant soit dans de gros groupes devenus des empires financiers ou dans des laboratoires indépendants, se sont retrouvés ensemble, partout en France, sur des piquets de grève. Ici, ils ont occupé des ronds-points, là, marché jusqu'à l'hôpital public afin de discuter avec d'autres salariés du même secteur qui subissent les pressions générées par le désengagement de l'état dans la santé. Ce fut une mobilisation nationale intersyndicale sans précédent. Malgré les intimidations, les salariés ont montré leur détermination et leur colère face aux salaires de misère, aux conditions de travail dégradées. Et aussi face à la soif inextinguible de profits poussant les groupes à racheter toujours plus de laboratoires pour en fermer certains et jeter à la rue ceux y travaillant.

Le 6 mai, les organisations patronales ont été obligées d'abandonner les 0,3 % qu'ils avaient mis en avant au départ pour sortir ce qu'ils avaient gardé sous le coude pour la négociation : 1,8 %. Cependant, la FNIC-CGT estime: " nous sommes toujours très loin du compte. Si le curseur a bougé (jusqu'à maintenant ils s'étaient contentés de nous dire qu'ils n'avaient pas de mandat), c'est uniquement grâce à la détermination des travailleurs lors de la mobilisation. Les syndicats négocient, mais, sans rapport de force, les patrons ne plieront pas. C'est le collectif organisé qui nous permettra en négociation, d'obtenir le niveau de salaire qui nous est dû et d'imposer des conditions de travail qui nous respectent. "

La grève a été importante, mais n'a pas encore fait céder les patrons. Pour y parvenir, la FNIC-CGT estime : " qu'il faudra aller au-delà, vers un mouvement de tous les travailleurs des laboratoires en même temps, de façon reconductible pour que les patrons qui ne sont rien de plus que des comptables, soient contraints de céder à nos revendications. Il est possible d'élargir la mobilisation dans nos laboratoires, nos groupes, nos régions – et certainement au-delà : les travailleurs des cliniques privées, des hôpitaux publics, nous sommes tous au service de la santé. Voilà ce qu'il faut mettre en discussion entre nous. La CGT va s'efforcer, dans les jours qui viennent, de mettre en place des canaux de communication pour que toutes et tous, nous puissions préparer ensemble la suite à donner à la grève du 4 mai. Nos revendications sont claires et légitimes :

\*+ 15 % d'augmentation des salaires.

\*Une valorisation de l'ancienneté de 1 % par an, sans plafonnement.

\*Une amélioration réelle de nos conditions de travail avec des embauches."

### **Piquet de grève pour les salaires devant l'entrepôt ID Logistics près d'Amiens**

Le jeudi 7 mai, devant l'entrepôt d'ID Logistics à Saint-Sauveur, près d'Amiens la CGT a organisé un piquet de grève pour obtenir l'ouverture d'une négociation sur des mesures pour le pouvoir d'achat.

Parmi les nombreuses revendications : une augmentation des salaires, le paiement des heures supplémentaires au mois, une augmentation du panier repas mais aussi une prime carburant. Un membre CGT du CSE explique : "Pour le moment, pas de geste [de la direction]. On n'a pas demandé des sommes extraordinaires, juste un geste, et on nous a dit non. On est payé au SMIC, les salaires sont à 1.550 euros, vous enlevez 200 euros de gasoil pour ceux qui habitent loin, il ne reste plus grand chose. C'est très dur".

### **A l'usine Linxens de Mantes-la-Jolie, la lutte des salariés fait reculer la direction**

Le travail a repris le lundi 4 mai 2026 à l'usine Linxens après quinze jours de grève. Cette usine fabrique des connecteurs pour cartes à puce. Une centaine de salariés, sur les 188 du site, s'étaient mis en grève depuis le 16 avril. Ils campaient nuit et jour devant l'usine, à tour de rôle, empêchant la sortie des camions. Ils s'opposaient à un projet de dénonciation de l'accord sur la réduction du temps de travail (RTT) et à la mise en place de la modulation du temps de travail.

### **A l'hôpital de Doullens (Somme), grâce à la lutte, le service de soins continu est sauvé**

La CGT du centre hospitalier de Doullens a organisé une manifestation le samedi 9 mai. Initialement, le syndicat voulait dénoncer la fermeture annoncée de l'unité de soins continus. Le service est finalement sauvé. La CGT a alors appelé les Doullennais dans la rue afin de célébrer cette victoire. Voici le récit qu'en fait Lisa Melia pour Ici<sup>3</sup> : " Ils craignaient [les représentants syndicaux] d'assister à une étape de plus dans la mort à petit feu de

leur hôpital : la CGT du centre hospitalier de Doullens est soulagée, après avoir obtenu le maintien de l'unité de soins continus (USC), un service dédié aux patients en état critique, dont la fermeture était annoncée depuis la mi-avril, selon les représentants syndicaux. "Et ils nous ont donné des garanties pour le service des urgences", se réjouit Vincent Dochy, secrétaire CGT du centre hospitalier. Depuis le 17 avril, le service et le syndicat étaient mobilisés. "Au cours d'une réunion, la direction nous a annoncé la fermeture de cette unité, raconte Vincent Dochy. Le directeur du CHU d'Amiens a ensuite confirmé." Un pas de plus vers "la mort de notre hôpital", s'est alors ému l'agent. "En 2009, quand nous avons perdu le bloc opératoire, on nous a promis de ne pas fermer d'autres services. Deux ans plus tard, nous avons perdu la maternité. Pendant la pandémie, les hôpitaux comme le notre ont été applaudis et aujourd'hui on menace un service qui a sauvé de nombreux patients du covid-19. **Pour nous, la prochaine cible, c'était les urgences.**"

### **Grève à l'EHPAD des Feuillants de Poitiers : la direction de Vivalto Vie aux abonnés absents**

Dans le Résumé ecosoc N°278<sup>4</sup>, nous avons rapporté l'action des salariés de cet EHPAD après 50 jours de grève ont décidé de venir à Paris pour cogner à la porte de leur direction. Le 7 mai, une vingtaine d'entre eux ont fait le voyage. Devant la porte d'entrée du siège du groupe Vivalto Vie dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Aucun des manifestants n'a été reçu, cela montre le mépris absolu de la direction envers ses salariés. Ce sont pourtant eux qui engraisent les patrons et les actionnaires. La lutte continue !

Les salariés grévistes de l'EHPAD des Feuillants à Poitiers se sont rassemblés, afin de faire entendre une nouvelle fois leur voix. Les grévistes, revendiquent de meilleurs salaires et demandent du matériel permettant d'exercer leurs métiers au quotidien. Dans les protocoles d'accord proposés, il n'existe aucun engagement concret et chiffré concernant les taux horaires. La direction explique que la revalorisation envisagée se ferait "en tenant compte des résultats économiques de l'établissement" et assure: "contrairement à ce qui a pu être allégué, la rémunération minimale proposée actuellement aux aides-soignantes de l'établissement Les Feuillants se porte à 2 123,38 € bruts, soit 300,35 € bruts supérieurs au SMIC", soit, "avec l'ancienneté actuelle, (...) un niveau moyen de rémunération des aides-soignant(e)s se portant à 2 349,36 € bruts, soit 526,33 € supérieurs au SMIC". De la communication car sur leur fiche de paie les employées constatent un salaire de base de 1 822,62 euros brut. La prime Ségur représentant 206 euros brut, auxquels s'ajoutent 19 euros liés au Ségur 2. Pour un temps plein avec plusieurs années d'ancienneté, son salaire est de 1 670,45 euros net !

### **FerroPEM, en Savoie, de nouveau en chômage partiel**

Les salariés de FerroPEM à nouveau en chômage partiel pour trois mois depuis le 8 mai. Depuis octobre dernier, les fours de l'entreprise fabriquant du silicium sont à l'arrêt sur ce site situé à Montricher-Albanne, dans la vallée de la Maurienne en Savoie. Selon *Ferroglobe*, la maison mère, elle ne peut plus se permettre de faire marcher les trois fours qui occupent le lieu, face aux coûts de production trop élevés. Ils attendent que l'Union européenne prenne des mesures économiques afin de protéger le marché du silicium européen. Notamment face à la Chine. Concernant les salariés, l'incertitude est totale. Ils estiment qu'ils devraient être payés à 100 %. Sur chaque période de chômage partiel, les salariés ne sont pas payés l'intégralité de leur salaire habituel, mais à 80%. Pour eux, "C'est compliqué de finir les fins de mois, quand on a une partie de nos revenus qui est supprimée d'un coup et sur plusieurs mois. Il faut payer le loyer, celui de nos enfants qui sont en études, c'est très dur", affirme un salarié. Ils se sont réunis devant l'entreprise pour porter leur revendication.

### **Dumarey Andrézieux-Bouthéon (Loire) : Plus de 260 emplois menacés**

Dans un communiqué commun du 6 mai, l'UD-CGT de la Loire et la Métallurgie CGT Loire font le point sur la situation de l'entreprise Dumarey.

"La situation des emplois et de l'entreprise Dumarey à Andrézieux-Bouthéon est aujourd'hui extrêmement préoccupante. Plus de 260 emplois sont directement menacés de disparition, avec une suppression massive envisagée dès septembre 2026, suivie d'une disparition définitive du site d'ici la fin de l'année 2026 pour les quelques emplois restants, mettant en danger des centaines de familles et fragilisant durablement le tissu industriel local.

Depuis octobre 2023, date de la vente du site par le groupe ZF au groupe Dumarey, la situation interroge fortement. Aucun développement de chiffre d'affaires, aucun projet industriel crédible et aucun investissement structurant n'ont été engagés, contrairement aux engagements annoncés lors de la cession. La diversification d'activité et la pérennisation du site sont restées sans effet, maintenant une dépendance totale à l'ancien actionnaire ZF. Dans ce contexte, les volumes de production initialement prévus n'ont pas été tenus par ZF, qui aujourd'hui se réorganise pour reprendre une partie de l'activité, traduisant un désengagement progressif. Cette situation la responsabilité partagée entre ZF et Dumarey dans la dégradation de la situation industrielle et sociale du site. De plus ZF est parfaitement conscient de ce que représente le dirigeant du groupe Dumarey et de sa réputation sulfureuse, magnat de l'immobilier, guidé par une logique de rentabilité immédiate à travers des

*achats d'entreprises, des restructurations brutales, puis cessations d'activité destinées à valoriser les actifs fonciers et maximiser les profits. Cette logique spéculative ne repose sur aucune vision industrielle ni projet de développement pérenne, mais sur une mécanique financière au détriment des salariés, des savoir-faire et des territoires. Tout ceci en bénéficiant de largesses publiques via des aides de l'État, représentant des millions d'euros perçus ces dernières années. Cette situation s'inscrit dans un phénomène plus large de désindustrialisation accélérée de notre pays, aggravé par l'inaction, voire la passivité, des pouvoirs publics. L'absence de réaction de l'État, notamment de Bercy, face à une telle urgence sociale et industrielle est inacceptable. Nous refusons catégoriquement de nous résigner à cette fatalité. C'est pour cela que les salariés ont décidé de relever la tête. Un mouvement de grève intersyndical uni a été engagé le 5 mai 2026. La CGT salue cette mobilisation légitime et déterminée et appelle à son élargissement. Il est indispensable que le plus grand nombre se mobilise pour défendre les emplois et l'avenir du site. Il n'y a aucune fatalité. Au contraire, de nombreux marchés sont aujourd'hui porteurs et la nécessaire diversification industrielle ouvre de réelles perspectives. D'autres secteurs fonctionnent et se développent, au-delà du seul secteur de l'armement trop souvent présenté comme unique horizon. Par ailleurs, l'argument d'une crise du secteur automobile ne tient pas ici : le site d'Andrézieux-Bouthéon est tourné vers la production pour le poids lourd, un secteur actuellement dynamique, ce qui confirme qu'un avenir industriel est non seulement possible, mais pleinement crédible. Car ce site a un avenir. Il repose sur des compétences reconnues, un savoir-faire réel et un outil de production qui a toute sa place dans une stratégie industrielle ambitieuse. Rien ne justifie sa disparition. C'est pourquoi nous exigeons avec la plus grande fermeté l'arrêt immédiat du projet en cours. Cet arrêt est une condition indispensable pour imposer l'ouverture de véritables discussions entre l'ensemble des parties prenantes, direction, représentants des salariés, pouvoirs publics, afin de construire un projet industriel crédible permettant le maintien de l'activité et la sauvegarde du maximum d'emplois. Des solutions existent. Elles nécessitent une volonté claire, des choix politiques assumés et un engagement réel en faveur de l'industrie. Nous appelons à une mobilisation large, unie et déterminée pour empêcher la disparition des emplois et imposer un véritable avenir industriel au site d'Andrézieux-Bouthéon."*

### **A Porcheville (Yvelines) des salariés d'un géant du gaz bientôt sur le carreau**

Devant l'usine Linde Gas, un mouvement de grève illimité a démarré le 6 mai 2026 indique le délégué syndical CFE-CGC, salarié depuis quatre décennies de cet établissement spécialisé dans la fabrication et le conditionnement de gaz industriels, agroalimentaires et médicaux. La fermeture du site laisserait des dizaines de salariés sur le carreau.

### **Bas les pattes devant les Bourses du Travail !**

Les Bourses du Travail sont une conquête majeure de la classe ouvrière. Elles sont un lieu primordial pour l'organisation et la défense des intérêts des travailleurs. C'est pourquoi, les forces politiques aux service du patronat s'y sont toujours attaquées. Les maires Rassemblement National, un fer au feu du capital, cajolé par ce dernier et placé en *pole* position afin de diriger ses affaires, n'ont pas attendu longtemps pour démasquer leur accointance avec le patronat et pour porter des coups à notre classe. Ainsi, une des premières mesures du nouveau maire RN de Carcassonne a été de menacer d'expulsion les syndicats de la Bourse du Travail de la ville. L'UD-CGT s'indigne de cette décision dans un courrier au maire : " *Nous avons appris votre intention de mettre fin à la mise à disposition de locaux pour l'organisation CGT, situés au 15 rue Voltaire à Carcassonne, dans lesquels l'Union départementale était hébergée depuis 1937. Pour notre Syndicat/Organisation cette annonce consiste à vouloir effacer le rôle de la CGT dans l'histoire du département, c'est également remettre en cause le rôle essentiel de la CGT dans une ville comme la vôtre. Ce choix priverait le département d'un lieu essentiel d'accueil, de débat de rencontre et d'émancipation pour nos adhérents et l'ensemble du monde du travail. En effet nos bourses du travail, nos Unions Départementale ou nos Unions Locales, présentes sur l'ensemble du territoire national, sont des lieux primordiaux pour l'organisation et la défense des intérêts des travailleurs et travailleuses. Nos structures sont des acteurs incontournables de la démocratie sociale. Affaiblir la CGT et la faire disparaître des locaux, c'est indéniablement s'attaquer à tous les travailleurs quels que soient leurs statuts, aux précaires, aux privés d'emplois, aux retraités ainsi qu'aux consommateurs que nous sommes tous. L'offensive de la mairie de Carcassonne contre les locaux de la CGT représente une attaque indigne contre notre organisation, contre le syndicalisme !"*

Comme à chaque tentative d'expulser les syndicats des bourses du Travail celle-ci doit faire l'objet d'une riposte vigoureuse et unitaire. **Bas les pattes devant les Bourses du Travail !**

### **Monnaie de Paris : victoire contre la répression**

**Quand la solidarité fait tomber la peur !**

A quelques jours du 1<sup>er</sup> mai, la justice a rendu son verdict. Anthony, membre de la direction de la Fédération des Finances CGT et représentant syndical UGICT-CGT Monnaie de Paris, réintègre enfin son poste. Dans un communiqué, la CGT Finances rappelle les faits<sup>5</sup> : " 18 mois de résistance : Un combat pour la dignité. En 2024, après sa désignation comme représentant syndical, Anthony a fait l'objet d'un licenciement subitement décidé, pour « cinq fautes graves » alors même qu'il avait toujours reçu d'excellentes évaluations professionnelles et que rien ne lui avait été reproché depuis son recrutement. Anthony a tenu bon pendant 18 longs mois. 18 mois face à l'arbitraire, sans jamais baisser les yeux. Comme le dit si bien David Faillenot, délégué UGICT-CGT Monnaie de Paris : « Lorsque l'on résiste à la peur, c'est elle qui finit par tomber ! » Un 1er mai gravé dans les mémoires. Cette année, le pavé parisien avait une saveur particulière. L'émotion était là, visible, lorsque notre Secrétaire générale Sophie Binet a défilé aux côtés de Maître Iwan Le Boedec — l'avocat qui a ferrailé sans relâche pour Anthony et la Fédération — et de David Faillenot. Ensemble, ils ont porté un message qui résonne partout à la Monnaie de Paris : l'action syndicale n'est pas un crime, c'est un rempart. Protéger ceux qui nous défendent, c'est protéger l'avenir de toutes et tous et garantir une image digne pour notre entreprise."

Rendre à la Monnaie sa fierté et son service public Tribunal du pôle social, Cour de cassation, Cour d'appel de Bordeaux : Anthony et l'UGICT-CGT Monnaie de Paris, ont gagné sur tous les fronts. Ces victoires ne sont pas que des lignes sur un papier juridique. Elles sont un bouclier pour chaque salarié.e et chaque élu.e.s de la Monnaie de Paris. En mettant fin à ces attaques injustifiées, nous ne sauvons pas seulement un mandat. Nous rendons à la Monnaie de Paris sa dignité et sa fierté d'être au cœur du service public, loin des petits jeux de pouvoir. La lutte paie. La solidarité gagne."

### Les patients solidaires avec les grévistes des cliniques de Perpignan

La mobilisation continue<sup>6</sup> pour le personnel des cliniques Saint-Pierre à Perpignan, et Médipôle Saint-Roch à Cabestany, appartenant au groupe Elsan. Ils étaient environ 200 à manifester ce jeudi au départ de la place de Catalogne à Perpignan. Une mobilisation suivie aussi par des patients. La manifestation c'est poursuivie jusqu'à la préfecture. Les salariés des cliniques Saint-Pierre à Perpignan, et Médipôle Saint-Roch à Cabestany (groupe Elsan) entrent dans leur troisième semaine de grève. La clinique Le Floride au Barcarès et la polyclinique Méditerranée à Perpignan débrayent également depuis quelques jours. Au milieu de cette foule, **des patients et des citoyens** sont venus soutenir cette cause car ils se sentent concernés.

### Tarn-et-Garonne : les associations SEHOC et QIS toujours dans l'action en faveur de l'emploi et les salaires



Appel à une mobilisation massive devant le conseil départemental du Tarn-et-Garonne le mardi 5 mai, pour défendre des salarié-es des associations SEHOC et QIS subissant de plein fouet les politiques austéritaires du gouvernement, aggravées par une gestion défailante des subventions et l'absence de contrôle réel et collectivités des pouvoirs publics.

Une réunion entre l'administrateur provisoire et le conseil départemental pourrait décider de l'avenir des salarié-es de la SEHOC. Le conseil départemental porte la responsabilité directe dans la situation actuelle, notamment en raison de sous-financement chronique, ouvre la voie à un possible plan de licenciement.

En effet, depuis des années la protection de l'enfance est fragilisée par des financements publics insuffisants. A cela s'ajoute une gestion calamiteuse du conseil d'administration de l'association SEHOC avec des choix hasardeux.

Pour les salarié-es de QIS, d'autres solutions existent avec la volonté des collectivités de sauver les emplois qui répondent aux missions de service public. Malheureusement, les collectivités se désengagent totalement alors même qu'elles ont contribué au naufrage de l'association créée par elles-mêmes.

**Pourtant, l'argent existe !** Le gouvernement choisit d'augmenter les budgets pour la guerre plutôt que de renforcer le progrès social, faisant une fois de plus le choix clair de gonfler les supers profits des capitalistes.

Dans ce contexte, les idées nauséabondes de l'extrême droite progressent dangereusement dans le pays et dans notre département, elles sont fondées sur la division et la haine avec l'objectif de servir les puissances impérialistes.

Les salarié-es se mobilisent afin de défendre leur emploi, leur salaire et la qualité des services publics de proximité rendus à la population, aujourd'hui menacés de dégradation voire de disparition. C'est dans l'unité et le rassemblement de tous les travailleurs qu'il nous faut imposer un véritable changement de société.

### **Contre les fermetures de classes**

Des initiatives sont prises fréquemment contre les fermetures de classe. C'est le cas à Paris pour la maternelle Buffon relevant de la carte scolaire du 12 et 13<sup>e</sup> arrondissement, mais aussi [à l'école Léon Bourgeois B à Colombes et encore à l'école Jules Ferry à Arcueil](#). A Feurs dans la Loire, les parents d'élèves et les enseignants ont interpellé l'inspecteur académique, SE mobilisant contre la fermeture d'une classe à l'école primaire du Huit-Mai.

### **Soutien à Teba Nezar**

Teba Nezar, une étudiante en économie poursuivie au nom de la lutte contre l'antisémitisme. En réalité, il s'agit de condamner son soutien à la Palestine. Comme dans de nombreux cas du même ordre, le déchaînement des organisations soutenant le régime génocidaire est appuyé par une administration et des jugements qui entendent faire taire tous ceux refusant de cautionner la politique coloniale de l'entité sioniste. Teba Nezar n'est pas seule elle a déjà reçu le soutien de nombreuses organisations syndicales et politiques. Un rassemblement aura lieu le lundi 18 mai à 18h place de la Sorbonne, puis le lendemain à 12h30 devant le tribunal de Paris à la porte de Clichy pour soutenir Teba durant le délibéré du tribunal.

### **A bout de nerfs, les salariés de l'URSSAF à Reims se mettent en grève**

A Reims, les changements récents au sein de l'agence de l'URSSAF ont créé de fortes tensions, marquées par une grève : dégradation des conditions de travail de ses employés et de l'accueil des usagers.

### **Pont-Audemer (Eure) : nouvelle journée de mobilisation au lycée Prévert : les élèves expriment leurs revendications**

Les élèves du lycée Prévert, à Pont-Audemer (Eure) ont manifesté devant l'entrée de leur établissement. Contre les suppressions de postes, la réduction des moyens dans l'Éducation nationale, la plateforme Parcoursup et la militarisation de la jeunesse. 200 jeunes étaient rassemblés et plusieurs syndicats ont apporté leur soutien aux lycéens mobilisés. *« Nous soutenons leurs revendications. Le gouvernement vient d'annoncer une baisse de quatre milliards des dépenses d'État et préfère ajouter huit milliards dans l'armement »,* dénonce un délégué syndical.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu, rappelons-le a demandé à son gouvernement de mettre en œuvre « des mesures supplémentaires de freinage de la dépense » pour trouver, non pas quatre, mais plutôt six milliards d'euros. Une annonce expliquée pour prendre en compte les conséquences de la guerre au Moyen-Orient sur l'économie française. En parallèle, un mois plus tôt, Sébastien Lecornu avait annoncé: la France investirait 8,5 millions d'euros supplémentaires dans l'acquisition de munitions d'ici 2030. L'Assemblée vient de voter 36 milliards supplémentaires pour l'armée...

### **Grève dans un EHPAD de Chartres**

Les salariées de la Villa Evora revendiquant de meilleures conditions de travail et "plus de transparence". Elles étaient en grève pour dénoncer leurs conditions de travail dans cet établissement du groupe Korian, la Villa Evora. Les salariées parlent "d'épuisement": *« On est en sous-effectif et avec une surcharge de travail donc on se retrouve dans une situation de mise en danger des résidents et du personnel »,* dénonce une aide-soignante. Elles ont décidé de prendre la parole en descendant dans la rue, aux portes de leur établissement réclamant *« une revalorisation de leur salaire et de meilleures conditions de travail »*.

### **Grève chez Bureau Vallée Mondeville (14), la lutte continue**

Les salariés en grève dénoncent un environnement de travail oppressant, des pratiques managériales « humiliantes et néfastes ». Spécialiste de la distribution de fournitures de bureau, les salariés protestent contre le comportement des responsables du magasin. *« Surcharge de travail, propos dérangeants et polyvalence répétée et excessive... »*

L'environnement de travail est pointé du doigt. Depuis la reprise en main du magasin par deux nouveaux gérants, les salariés se retrouvent soumis à du harcèlement, les employés vont au travail la boule au ventre et sont soumis à une pression constante allant jusqu'à la dépression, arrêts de travail et burn-out, d'autres ont préféré quitter l'entreprise avant de vivre la même chose. *« L'entreprise met en danger la sécurité et la santé de ses employés avec un matériel obsolète et des difficultés dans la formation »*.

## Grèves en France dans les entreprises d'Airbus, du jamais vu depuis 10 ans

Le 7 mai, un mouvement de grève a débuté sur plusieurs sites Airbus à Toulouse, à Nantes, à Méaulte contre la dégradation des conditions de travail et la montée des cadences de production, pour des augmentations de salaires. L'élément déclencheur a été l'annonce du montant de la prime de participation de 2.057 euros, soit 2400 euros de moins comparé à celle de 2025. La baisse de prime fait suite à des NAO signés par la direction et ses trois partenaires sociaux -FO, CFE-CGC et CFTC actant une augmentation générale de 0,9% au niveau de l'inflation<sup>7</sup>.

Cette prime est censée être calculée sur les résultats de l'entreprise, ça fait plusieurs années qu'Airbus engrange des records de bénéfice. En 2025, 5,2 milliards de bénéfices nets ont été réalisés par l'entreprise, en hausse de 23 % par rapport à 2024. Les dividendes versés aux actionnaires augmentent de 6 %, soit plus de 2,5 milliards d'euros.

Une pression de plus en plus forte s'exerce sur les salariés dans le but d'augmenter la production, réduire les coûts, augmenter les marges et dégager de la valeur en faveur des actionnaires. Mais pas pour les salariés, à Airbus, le salaire moyen d'un ouvrier est de 2.664 euros, le salaire de base à l'embauche est de 2.000 euros bruts pour les ouvriers avec des conditions de travail soumises à l'exigence de la rentabilité par la montée en cadences de la production. Un exemple, « *travailler sur les chaînes d'assemblages les FAL (final assembly line : chaîne d'assemblage finale), c'est travailler régulièrement six jours par semaine, en horaires décalés, au contact de produits dangereux et porter des charges lourdes. Passé 40 ans, ce n'est plus possible de tenir le rythme* »

Les débrayages se poursuivent jusqu'au 18 mai, où des décisions seront prises en fonction de l'évolution de la situation.

La direction d'Airbus fait face à l'annonce d'une nouvelle grève à Toulouse des mécaniciens des Belugas qui pourraient rester bloqués au sol. La direction aurait proposé un nouvel accord sur les horaires, les jours de travail et les primes. *"Les principaux syndicats - FO, CFE-CGC ; CFTC- sont prêts à signer, mais pas les mécaniciens"*. Dès le début des débrayages FO, CFTC et CFE-CGC, se sont mobilisés sur les différents lieux afin de tenter de briser la mobilisation tout en appelant à la « stabilité sociale ». Le 7 mai ils ont déclaré « *qu'ils ne s'associaient pas aux mouvements de grève annoncé dans plusieurs établissements du groupe... Airbus a et aura toujours besoin de stabilité sociale besoin de confiance, besoin de la mobilisation de toutes les équipes* ».

La réponse des salariés en grève est sans appel « quoi qu'il en soit, il y aura un avant et un après. Ce qu'on a devant nous c'est de pousser pour que la mobilisation continue et s'amplifie. Et à un moment ou à un autre, il faudra se mettre en grève. Si on veut faire reculer la direction il n'y aura pas 36 000 autres moyens.

## Manifestations du 8 mai à Saint-Nazaire pour dénoncer la militarisation de la France

Le 8 mai, entre 1.500 et 2.000 manifestants ont défilé dans les rues de Saint Nazaire, répondant à l'appel de plusieurs collectifs : *Guerre contre la guerre, A bas la guerre, contre la militarisation de la jeunesse*, d'organisations syndicales, avec une forte participation des militants de la CGT du département de Loire Atlantique. La date symbolique de la fin de la seconde guerre mondiale a été choisie comme marquant le terme d'une épouvantable hécatombe militaire, mais aussi le début du massacre colonial de Sétif et Guelma en Algérie, plusieurs interventions l'ont rappelé.

La ville de Saint Nazaire n'a pas été choisie par hasard. Saint Nazaire rasée à 80% pendant la seconde guerre mondiale devient l'épicentre de la militarisation. Dans les Chantiers de l'Atlantique, doit être assemblé le porte-avions de nouvelle génération à propulsion nucléaire, dont le coût est estimé à 12 milliards d'euros et à quarante kilomètres, à Indret, se trouve le site de l'entreprise Naval Group, où seront construits les modules de chaufferie et appareils propulsifs du porte-avions, mais aussi des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de troisième génération. Chacun de ces sous-marins pourra transporter « *16 missiles M51, soit l'équivalent de 1 000 fois Hiroshima* ».

Les mots d'ordre de la manifestation condamnaient ces milliards investis pour la guerre, et les opérations militaires extérieures des armées françaises. Bercy estime que seulement le déploiement des forces française dans le Golfe pourrait coûter un milliard d'euros en 2026.

Le déploiement du porte-avions Charles-de-Gaule, seul, coûte 50.000 euros de l'heure. Cette année le coût total des opérations extérieures avoisinerait 2,4 milliards d'euros<sup>8</sup>

L'industrie de l'armement pompe l'argent public et dans le même temps nos écoles, nos hôpitaux, sont exsangues, et la meilleure des protections, la meilleure des défenses reste la solidarité entre les peuples, et l'abolition du capitalisme !

Le gouvernement craint et réprime les manifestations condamnant la militarisation de la France, l'embrigadement de la jeunesse. Un dispositif policier quadrillait la manifestation tout au long du rassemblement, une quinzaine de camions de police et quelques policiers à moto avaient été déployés. Trois personnes ont été interpellées la cause: « *visage dissimulé et refus de donner son identité* », « *port d'arme* » et « *violences sur personne dépositaire de*

*l'autorité publique* », annonce la préfecture de Loire-Atlantique et « notamment celle d'un homme tenant une marionnette à l'effigie d'Emmanuel Macron, surmontée de deux fusées » !

Une maquette géante du porte-avions renommé « France Liberticide a été brûlé sur la plage du Commando à la fin de la manifestation.

## **Dossiers, Économie**

### **54<sup>ème</sup> congrès de la CGT : le dossier complet**

\*Unité-CGT

<https://unitecgt.fr/wp-content/uploads/2026/04/Contribution-UniteCGT-54e.pdf>

\*Parti Révolutionnaire Communistes

### **Ce que le préambule du document d'orientation du 54ème congrès nous dit de la CGT**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3869-ce-que-le-preambule-du-document-orientation-du-54eme-congres-nous-dit-de-la-cgt>

### **La CGT bien loin de l'internationalisme prolétarien !**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3874-la-cgt-bien-loin-de-linternationalisme-proletarien>

### **Congrès de la CGT : enterrement de la Sécurité sociale ?**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3885-congres-de-la-cgt-enterrement-de-la-securite-sociale>

### **Le renforcement de la CGT : pour quelle raison et dans quel but ?**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3893-le-renforcement-de-la-cgt-pour-quelle-raison-et-dans-quel-but>

### **54<sup>e</sup> congrès de la CGT: Adresse du Parti Révolutionnaire Communistes aux militants syndicaux de la CGT.**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3892-54e-congres-de-la-cgt-adresse-du-parti-revolutionnaire-communistes-aux-militants-syndicaux-de-la-cgt>

### **La CGT et la stratégie des luttes : défense de l'orientation mortifère et attaques contre la grève**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3893-le-renforcement-de-la-cgt-pour-quelle-raison-et-dans-quel-but>

### **Sur les questions internationales, une CGT complètement à côté de la plaque !**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3913-sur-les-questions-internationales-une-cgt-completement-a-cote-de-la-plaque>

### **Les rapports de la CGT avec les autres organisations (hors syndicats) : un modèle d'intégration au système**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3932-1>

### **Deux productions montrant deux visions contradictoires de la CGT**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3938-deux-productions-montrant-deux-visions-contradictoires-de-la-cgt>

### **Flauraud (Cantal) distributeur de pièces et équipements automobiles : 120 licenciements**

Racheté début 2026 par *FairCap* (Allemagne) un fonds d'investissement, *Flauraud* (Cantal), distributeur de pièces et équipements automobiles, annonce un plan de social (ou de sauvegarde de l'emploi selon sa prose !) portant sur près d'un tiers de ses effectifs.

La validation du " plan de sauvegarde de l'emploi " est attendue d'ici à l'été 2026 pour une mise en œuvre potentielle à partir de septembre.

Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), présenté courant avril, prévoit la suppression de 120 postes sur environ 326 en France. ainsi que la fermeture d'environ la moitié des points de vente, neuf magasins sont concernés. Une dizaine de créations de postes est également envisagée dans le cadre de la réorganisation. Tous les sites devraient être impactés, y compris les fonctions logistiques et supports.

### **La résine de polyphénylène éther, indispensable aux circuits imprimés, est devenue l'un des premiers points de rupture provoqués par le conflit dans le Golfe**

Depuis plusieurs semaines, l'approvisionnement en résine de polyphénylène éther (PPE) est sous tension. Sabic, le géant saoudien représente près de 70 % de l'offre mondiale de ce matériau, il ne parvient pas à redémarrer ses capacités.

Le PPE entre dans la composition des stratifiés utilisés afin de fabriquer les circuits imprimés — ces plaques indispensables relient et font fonctionner tous les composants électroniques. Sa raréfaction agit comme un

étranglement progressif de toute la chaîne technologique. Déjà, en avril, les prix des circuits imprimés ont bondi de 40% en avril.

Ces circuits imprimés sont utilisés dans presque tous les appareils électroniques, des smartphones et ordinateurs aux serveurs d'intelligence artificielle (IA).

Début avril, le complexe pétrochimique de Jubail, en Arabie saoudite, a été pris pour cible. Par suite, les productions ont été interrompues et en particulier celle de PPE de haute pureté.

Ces perturbations posent une nouvelle difficulté pour les fabricants de produits électroniques, déjà aux prises avec la flambée des coûts des puces mémoires.

Cette raréfaction des circuits imprimés se déroule dans une période de forte demande liée en particulier à la mise en place des infrastructures de développement de l'intelligence artificielle (centres de données).

Des effets en cascade

La réduction de la production de PPE reste un aspect essentiel de la crise d'approvisionnement de matériaux indispensables pour les circuits imprimés. Mais la fibre de verre se raréfie également, la disponibilité de résine époxy devient problématique, et le cours du cuivre flambe. Ce dernier, composant clé, représente environ 60 % du coût des matières premières d'un circuit imprimé. Depuis le début de l'année, son prix a bondi de près de 30 %. Porté par l'essor de l'IA et la numérisation accélérée de l'économie, le marché mondial des circuits imprimés devrait atteindre près de 96 milliards de dollars en 2026.

### **Le partenariat entre Stellantis et Leapmotor s'apprête à changer de dimension.**

Jusqu'alors les deux groupes avaient signé un accord exclusivement destiné à la commercialisation, désormais, le groupe franco-italo-américain pourrait confier les clés d'une de ses usines européennes à son allié chinois, lui ouvrant un boulevard pour son expansion en Europe sans craindre d'éventuelles barrières douanières. Ce vendredi 8 mai, les deux parties ont annoncé dans un communiqué leur plan de manière à renforcer leur coopération, en forme de lettre d'intention commune.

Leapmotor va rapidement commencer la production d'un de ses modèles, le B10 (SUV électrique), sur une nouvelle ligne de production au sein de l'usine de Saragosse (Espagne). L'usine produirait également un modèle Opel.

### **Brevets du vivant : un document de l'INRAE-CGT et de la FNAF-CGT**

Nous livrons ici au débat, une communication des organisations INRAE-CGT<sup>9</sup> et FNAF-CGT<sup>10</sup> à propos des nouvelles techniques génomiques.

Revenant sur son vote de 2024, celui-ci exigeait que les NTG ne soient pas protégées par des brevets, le Parlement européen semble prêt à voter un règlement autorisant la diffusion de NTG brevetées en Europe et sans les régulations contraignant les OGM. L'autorisation de breveter des variétés issues de plantes éditées (NTG) constitue un danger grave et immédiat pour l'accès libre aux ressources génétiques. Or tant le libre usage des agriculteurs de leurs semences que le progrès génétique et le développement de notre filière semencière sont fondés sur cette liberté, actuellement garantie par le Certificat d'Obtention Végétale (COV). Le rôle de l'INRAE ayant, en particulier pour ces raisons, décidé de ne breveter aucun organisme issu de l'édition du génome, serait lui-même gravement remis en question par un vote autorisant le brevetage des NTG. C'est pourquoi le syndicat national CGT de l'INRAE et la Fédération Nationale Agroalimentaire et Forestière CGT appellent les eurodéputés à ne pas voter le 19 mai le projet de règlement relatif aux plantes issues des nouvelles techniques génomiques (NTG). En février 2024, le Parlement européen avait adopté une position avisée sur le sujet, demandant en particulier « l'interdiction des brevets pour l'ensemble des végétaux NTG, ..., afin d'éviter toute insécurité juridique, une augmentation des coûts et une dépendance accrue pour les agriculteurs et les obtenteurs ». Le compromis négocié lors du trilogue du 3 décembre 2025, abandonne cette interdiction et reporte à plus tard la résolution de ces enjeux pourtant centraux. Une telle approche revient à légiférer sans traiter une question dont dépend l'avenir du secteur semencier et la souveraineté alimentaire. Aujourd'hui, six grandes entreprises contrôlent déjà près de 40 % du marché mondial des semences d'espèces de grandes cultures et concentrent l'essentiel des portefeuilles de brevets sur les innovations végétales. L'introduction accrue du droit des brevets dans la protection des obtentions végétales, via des plantes NTG, risque d'entraîner une distorsion de concurrence très importante, accélérant la concentration du secteur et fragilisant, voire faisant disparaître, de nombreuses petites et moyennes entreprises semencières. Or, ces dernières jouent un rôle essentiel dans le maintien de la diversité génétique des variétés cultivées en Europe. Cette introduction s'inscrit dans l'accélération d'une privatisation des connaissances ou des organismes vivants et du patrimoine génétique mondial, posant la question fondamentale du contrôle à terme de l'agriculture et de l'alimentation par quelques firmes privées à travers le système des brevets. Depuis 1961, le système du certificat d'obtention végétale (COV) constitue un modèle de protection équilibré, adapté aux spécificités de la création variétale. Il garantit à la fois la rémunération des sélectionneurs et l'accès libre aux ressources génétiques, grâce notamment au privilège de l'obtenteur et au

privège de l'agriculteur. Ce cadre a permis un progrès génétique continu et le développement d'une filière semencière dynamique en Europe. Aujourd'hui, cet équilibre est menacé par le risque d'introduction de brevets sur des gènes végétaux. La CGT-INRAE et la FNAF CGT refusent tout brevetage du vivant ; tout dépôt de brevet sur les gènes doit être interdit, qu'ils soient présents dans les ressources génétiques, dans des variétés existantes, ou qu'ils aient été modifiés par édition génomique (NTG). Le COV doit rester le socle du système européen de protection des innovations variétales, et l'introduction du droit des brevets dans la protection des variétés le rend complètement obsolète. Il est essentiel de réintroduire des garanties claires concernant l'exclusion des brevets sur les plantes issues des NTG, afin de préserver un secteur semencier diversifié, innovant et équitable."

### **La ligne TGV dans le Sud-Ouest**

Le ferroviaire en France constitue à la fois un pilier historique de l'aménagement du territoire, un instrument stratégique de souveraineté économique et énergétique, ainsi qu'un enjeu majeur de transition écologique. Son évolution reflète les choix politiques, industriels et sociaux du pays depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Une politique des transports dans les territoires, fondée sur le **service public** repose sur une logique différente de celle de la rentabilité marchande. Elle considère la mobilité comme un **droit fondamental**, indispensable à l'égalité entre les citoyens, à l'accès aux services essentiels et à la cohésion territoriale.

Le projet de ligne nouvelle dans le sud-ouest avec la ligne LGV, est un projet majeur afin d'améliorer la desserte entre les territoires. Cette ligne permettra de réduire les temps de parcours entre Bordeaux et Toulouse. Parallèlement, elle libèrera de l'espace en faveur du fret ferroviaire qui doit être développé, diminuant ainsi l'impact sur l'environnement par moins de camions sur les routes.

Alors que la participation financière à la construction a été fixée à 40 % pour l'état, celui-ci traîne des deux pieds estimant qu'au vu du calendrier proposé, avec une mise en service prévue en 2032-2033, ce financement serait difficilement mobilisable, alors qu'il est pour l'armement !

Le gouvernement propose une solution alternative, à savoir un partenariat public-privé, ce qui entraînerait une augmentation des coûts de 20 %, avec une mise en concurrence directe des investissements. Cette proposition du ministère pénalise fortement et durablement les territoires du sud-ouest en termes d'intérêt général, d'égalité territoriale et de transition écologique.

Pour les deux régions, Aquitaine et Occitanie, la réalisation de cette ligne à grande vitesse (LGV) doit se faire entièrement avec des financements publics. 2,5 milliards d'euros sont déjà engagés, rappelons le, dans les aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux et au nord de Toulouse avec 180 marchés publics engagés.

La région Occitanie a augmenté l'offre de transport de 40 % sur la ligne SNCF Toulouse Montauban, et cela a abouti à une fréquentation en hausse de 50 %. Aujourd'hui cette ligne est saturée, c'est pourquoi il est urgent de créer une ligne nouvelle et la LGV va répondre à ce besoin.

Le ferroviaire dépasse la simple question du transport, il touche à : l'égalité territoriale, l'accès aux services publics, l'emploi industriel, la souveraineté nationale ainsi qu'à la planification écologique.

Pour que les concitoyens fassent le choix des déplacements collectifs, notamment par le train, il est nécessaire d'appliquer une tarification modérée voir gratuite envers les plus défavorisés. Dans cette logique, un village isolé ou un quartier populaire doit bénéficier d'une offre de transport même si celle-ci n'est pas immédiatement rentable financièrement.

Pour garantir la sécurité des usagers utilisant les transports en commun, particulièrement la politique ferroviaire doit rester un service public et refuser la concurrence de la SNCF avec le privé.

### **Diors (Indre), fermeture d'Express Mécanique : 30 salariés sans emploi**

Les 30 salariés de l'entreprise Express Mécanique, ont été reçus par un mandataire judiciaire qui a acté leur licenciement. L'entreprise était placée en liquidation judiciaire depuis le 23 avril dernier. L'entreprise était spécialisée dans la fabrication de pièces et de machines pour l'industrie.

### **Baisse de la natalité en Allemagne**

Plusieurs pays européens observent une baisse du nombre de naissances. En Allemagne la problématique d'une population vieillissante existe depuis plusieurs années et le taux de natalité a été divisé par deux en l'espace de 60 ans, passant de 1,3 million à 654 000 nouveau-nés aujourd'hui.

Ce déficit démographique représente un défi économique pour l'Allemagne qui s'efforce à proposer une politique familiale. Seulement des contradictions surviennent quand on voit se profiler une réforme des retraites et une baisse des dépenses de santé.

Le recours le plus efficace à cette crise est l'accueil de masse d'une immigration venant de Turquie ou d'autres pays comme l'Ukraine ou la Syrie. Angela Merkel avait déjà fait cette manœuvre lorsqu'elle présidait l'Allemagne.

Cette baisse de la démographie se généralise en Europe et inquiète les états et leur économie, en Italie et plus récemment en Espagne, la régularisation de 500 000 émigrés permet de relever un capitalisme en crise.

Les états, on le voit, usent de l'exploitation des populations démunies, précaires et fuyant leurs pays devenus des zones de guerre dans le seul but, maintenir leur économie et jongler avec un fascisme qui se dissémine en Europe.

### **Commerce Chine Afrique**

Depuis 2005, 33 pays Africains ont la possibilité d'exporter leur production vers la Chine sans avoir à payer des droits de douanes. A partir de cette année, la Chine va ouvrir cette possibilité à tous les pays du continent sauf un qui reconnaît Taipei et non Pékin.

Aujourd'hui la Chine est un des plus grands pays exportateurs vers l'Afrique. En 2025, le total de ses exportations s'élevait à 225 milliards de dollars, contre 123 d'importations.

Selon plusieurs experts la mesure n'équilibrera que marginalement le fossé entre import et export. En effet, entre les nombreux obstacles pour les personnes tentant de se mettre à l'import de marchandises vers la Chine, et la question de l'importance des entreprises chinoise sur le marché lui-même, l'exemption de droits de douanes n'aura probablement que peu d'effet réel.

En plus de cela, les pays africains ont également du mal à tenir la concurrence avec les pays d'Amérique du Sud sur l'exportation d'agroalimentaire du fait du manque de moyens et d'infrastructures ceci pose aussi problème.

Cette décision permet à la Chine de se placer en opposition aux États-Unis sur la scène internationale et c'est probablement pour cette raison qu'elle a été mise en place.

### **Solidarité internationaliste**

#### **La session anti-Cuba au Parlement européen tourne au fiasco après l'intervention du Parti Communiste de Grèce (KKE)**

La session conjointe des commissions des affaires étrangères (AFET) et des droits de l'homme (DROI) du Parlement européen, convoquée sous prétexte de débattre de « la situation des droits de l'homme à Cuba », visait en réalité à réunir une nouvelle fois des opposants et des éléments subversifs hostiles au peuple cubain, parmi lesquels le provocateur notoire José Daniel Ferrer, justifiant ainsi l'agression impérialiste contre Cuba. En réalité, la session a tourné au fiasco. Suite aux interventions du groupe parlementaire européen du Parti communiste de Grèce (KKE) et d'autres eurodéputés, la propagande anti-cubaine a reçu un accueil hostile. Les « invités » anticommunistes, censés défendre les droits de l'homme, ont perdu leur sang-froid et ont même exigé des sanctions du Parlement européen contre les opinions dissidentes. Dans son discours, le député européen du KKE, Kostas Papadakis, a souligné : « Il est scandaleux que vous invoquiez des « violations des droits de l'homme » à Cuba, tout en rassemblant ici tous les opposants et agents subversifs contre le peuple cubain, et en ignorant délibérément la violation massive des droits humains de tout un peuple. Car c'est le blocus criminel imposé par les États-Unis, renforcé par le nouveau décret de sanctions inacceptable, qui condamne le peuple cubain à des pénuries graves et inhumaines de nourriture, d'électricité, de médicaments et de carburant. Qui êtes-vous donc pour parler ? Vous, au Parlement européen et au sein de l'UE, qui ne manquez jamais une occasion de vanter les prétendus « progrès en matière de droits de l'homme » dans les monarchies pétrolières du Golfe ? Les peuples du monde manifestent chaque jour leur solidarité avec le combat héroïque du peuple cubain. Des milliers de personnes ont défilé à Athènes pour soutenir Cuba. Car malgré l'étranglement économique, les menaces et les préparatifs d'éventuelles opérations militaires, le peuple cubain ne capitule pas. Nous exigeons la levée immédiate de ce blocus inacceptable et le retrait immédiat de Cuba de la liste des « États soutenant le terrorisme ». « Ne touchez pas à Cuba ! La justice et la solidarité des peuples triompheront ! »

#### **Stop Arming Israel : Stop au commerce d'armement avec Israël**

Cette association continue sa campagne en direction des salariés des entreprises travaillant pour l'armement. Ses militants distribuent régulièrement des tracts visant à sensibiliser les salariés sur la collusion entre le pouvoir en France, ces entreprises et le pouvoir génocidaire en Israël. Dans son action *Stop Arming Israël* répond à l'appel des syndicats palestiniens : " *Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes d'Israël, en stoppant de toute urgence le commerce d'armement avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaire. C'est maintenant qu'il faut agir la vie des palestiniens est en jeu* ".

#### **A propos de la position de l'Inde sur l'agression américano-sioniste contre l'Iran : un extrait du point de vue du PC d'Inde Marxiste<sup>11</sup>**

" *Le gouvernement indien n'a pas condamné sans équivoque l'agression américaine contre l'Iran. En tant que président des BRICS, cette lacune est d'autant plus flagrante que l'Inde perd de son influence auprès des pays du*

*Sud. Malgré la pression croissante des États-Unis sur Cuba, le gouvernement indien refuse d'adopter une position ferme exprimant sa solidarité avec ce pays. Ceci illustre une fois de plus la politique étrangère servile du gouvernement central dirigé par le BJP."*

### **12 mai, grève nationale en Belgique : des dizaines de milliers de manifestants à Bruxelles**

Selon la centrale syndicale FGTB : "La mobilisation continue. Après des mois de résistance face aux attaques du gouvernement Arizona, le mouvement social ne faiblit pas. Au contraire : il s'amplifie. Le front commun syndical appelle à une nouvelle manifestation nationale le 12 mai à Bruxelles, pour défendre nos droits et notre pouvoir d'achat.

*Depuis l'automne dernier, les travailleuses et travailleurs ont déjà montré leur force. Des dizaines de milliers de personnes ont battu le pavé pour dire non à la casse sociale et imposer des reculs au gouvernement. Ces mobilisations ont permis d'obtenir des corrections concrètes, preuve que la lutte paie."*

Les revendications :

- \*de vraies augmentations de salaires et la défense de l'index
- \*des pensions dignes pour toutes et tous
- \*de bonnes conditions de travail
- \*une fiscalité plus juste, où les plus riches contribuent davantage

1 <https://cloud.cgt.fr/index.php/s/rS6ta6ZteFwa9XX?dir=/&editing=false&openfile=true>

2 Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil\\_national\\_de\\_l%27enseignement\\_sup%C3%A9rieur\\_et\\_de\\_la\\_recherche](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_national_de_l%27enseignement_sup%C3%A9rieur_et_de_la_recherche)

3 <https://www.ici.fr/hauts-de-france/somme-80/doullens/on-va-manifester-pour-dire-notre-joie-a-l-hopital-de-doullens-le-service-de-soins-continu-est-sauve-5017115>

4 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3931-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-278-du-07-mai-2026>

5 <https://www.cgffinancespubliques.fr/public/thematiques/solidarite/article/la-lutte-paie-victoire-a-la-monnaie-de-paris>

6 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3931-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-278-du-07-mai-2026>

7. NAO un poisson d'Avril indigeste, CGT Airbus Atlantic Nantes, 01.04.2026

8. Les Echos 6 mai 2026

9 <https://inrae.ferc-cgt.org/>

10 <https://fnaf-cgt.fr/>

11 <https://www.solidnet.org/article/Marxistindia-Polit-Bureau-Communique-May-11-2026/>

© Copyright

### **Brochure :**

**" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "**

**Bon de commande à retourner à :**

**Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

### **AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis. Nous savons que nous pouvons compter sur vous.*

© Copyright